

sans délai."

Enfin, le gouvernement canadien a tenu compte du fait que la construction préliminaire des tronçons sud du pipe-line, outre les retombées économiques appréciables qu'elle aurait pour le Canada, faciliterait grandement l'achèvement des autres composantes du projet.

Si j'ai pris le temps de faire la genèse du projet, c'est qu'elle a un rapport avec la nouvelle vague de scepticisme qui a déferlé ces dernières semaines des deux côtés de la frontière.

Financement
par le secteur
privé

Au cours de sa visite à Ottawa il y a quelques semaines, le Président Reagan s'est adressé aux deux Chambres du Parlement canadien. Durant son allocution, il a indiqué que le Canada et les États-Unis avaient fait avancer divers dossiers d'un très grand intérêt mutuel. "Nos gouvernements, a-t-il déclaré, ont déjà discuté de l'une des plus grandes initiatives du secteur privé jamais entreprises par deux nations, le pipe-line destiné à amener le gaz de l'Alaska jusqu'aux États-Unis continentaux. Nous préconisons fortement le prompt achèvement de ce projet grâce à des capitaux privés."

Malgré cet engagement ferme du Président, son allusion au financement du projet par le secteur privé a déclenché de vives réactions de la part de ceux qui ont interprété ses commentaires comme une absence de garantie absolue que tout se déroulerait comme prévu.

Quant à moi, j'ai toujours eu pour point de vue qu'il n'y a rien sur cette terre que l'on puisse garantir de façon absolue. D'autre part, ceux qui ont pris cette position n'ont jamais su, ou ont oublié depuis le temps, que les deux pays avaient dès le départ la ferme intention de faire en sorte que le projet soit financé par le secteur privé, sans aide gouvernementale. C'est d'ailleurs là une exigence explicite de la loi américaine. De plus, l'une des raisons pour lesquelles les promoteurs du gazoduc de la route de l'Alaska ont obtenu le contrat tient au fait qu'ils maintenaient dans leur proposition, contrairement à deux concurrents, pouvoir le réaliser sans l'aide des gouvernements.

J'ai parlé il y a quelques instants de l'engagement qu'avaient pris le promoteur du gazoduc de l'Alaska et les producteurs de gaz de la baie Prudhoe d'unir leurs efforts en vue d'établir un plan de financement pour le réseau de l'Alaska. Dans les mois qui ont suivi, les deux groupes ont travaillé intensément, avec l'aide de leurs conseillers financiers, à la réalisation de ce plan destiné à réunir les capitaux de crédit et de participation privés nécessaires pour financer le projet. Sauf erreur, ils devraient bientôt pouvoir commencer à en discuter avec les milieux financiers.

Il est absurde — pour ne pas dire plus — d'affirmer que le gouvernement américain devrait se déclarer disposé à fournir une aide quelconque s'il s'avérait impossible de financer le projet uniquement à partir de capitaux privés. Cela équivaudrait à préconiser une ligne de conduite tout à fait contraire à la loi américaine, et ce serait la façon la plus sûre d'empêcher le financement du projet avec des capitaux entièrement privés. Les efforts déployés pendant des mois pour assurer ce financement auraient
